

**L'intégralité
de notre enquête
sur le web**


Le reportage publié ici est un condensé de notre investigation soutenue par le Fonds pour le journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Pour compléter celui-ci, découvrez notre projet transmédia (texte, photos, son, cartes, archives...) qui aborde en profondeur plusieurs thèmes abordés ci-dessous (la réconciliation, les reconfigurations familiales, la jeunesse post-génocide...) disponible sur www.imagine-magazine.com

« **L**e temps venu, je vais rentrer / Le temps venu, je vais rentrer... » Sous le hangar métallique, un chant d'espoir en kinyarwanda rythmé par de brefs claquements de mains envahit soudain l'immense dalle de béton. Des dizaines de détenus, vêtus d'uniformes oranges (identifiant les condamnés) ou roses (les prévenus), se lèvent alors comme un seul homme et se déhanchent pour marquer le pas. Le temps semble soudain s'arrêter dans la prison de Muhanga (ex-Gitarama), au sud-ouest du Rwanda qui, ce 15 janvier, accueille 7 987 détenus, dont 745 auteurs de crimes et délits liés au génocide. Dans la cour principale entourée de murs et de barbelés, sur la terre battue ou sous les ateliers en tôles, une poignée d'hommes vaquent à leurs occupations, loin de ce chant choral libérateur : de retour des champs, la houe à la main, derrière leurs machines à coudre ou dans la touffeur des cuisines où chauffent d'immenses cuves de haricots, ils s'activent docilement. Le club « unité et réconciliation » poursuit ses travaux. « Quelles sont les valeurs de notre programme ? », leur demande, énergique et martial, Alex Murenzi, le directeur. Les visages sont graves et obéissants. Les doigts se lèvent un à un, disciplinés : « Aimer notre pays », « Ne pas comploter contre l'Etat », « Travailler », « Respecter les lois du Rwanda », « Ne pas aller à l'encontre de l'unité nationale »... »

Rwanda 1994-2024

Trente ans après le génocide, le pays des mille collines continue à panser ses plaies. Au-delà des grandes initiatives d'Etat (commissions nationales, justice gacaca, mémoriaux, programme *Ndi Umuryarwanda*, « Je suis Rwandais »...), le processus d'unité et de réconciliation se poursuit au travers de projets pluriels portés par des ONG, des thérapeutes, des églises..., en impliquant les survivants, leurs descendants et les auteurs de crimes et délits. Une longue et lente guérison parsemée de réussites remarquables et d'antagonismes latents. Avec un régime fort, d'inquiétantes résurgences divisionnistes et une guerre meurtrière au Nord-Kivu voisin. A l'occasion du trentième anniversaire du génocide des Tutsi, ce 7 avril, *Imagine* vous emmène dans ce Rwanda mort debout en 1994, aujourd'hui laboratoire social, politique et mémoriel.

Une enquête d'Hugues Dorzée
Photos : Patricia Alen

 Avec le soutien du Fonds pour le journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Sur les collines de Nyaruguru, dans la région de Butare, Marie Spécienne a perdu ses quatre enfants et son mari lors du génocide. Vincent, son voisin, a participé à leur massacre. Il a été condamné à huit ans de prison et deux ans de travaux d'intérêts généraux. Aujourd'hui, tous partagent le même groupe de rapprochement « amataba », cultivent ensemble et se sentent « apaisés ».



Au fil des échanges, la voix directoriale s'adoucit. Le dialogue s'installe autour de l'idée de sécurité. « Un thème central dans vos vies, insiste plus posément l'ex-militaire. La sécurité, ce n'est pas mon uniforme. C'est ce que vous construisez ici, en vue de votre sortie : identifier le but de votre existence, élever vos enfants, payer leur minerval, vous doter d'une mutuelle, soigner votre santé physique et mentale. »

Alors que dehors le ciel s'assombrit, annonciateur d'une pluie de petite mousson, Emmanuel, 68 ans, prend la parole devant le groupe en tant que « conseiller ». Il était enseignant et maire de Gitarama en 1994. Il a été condamné à perpétuité pour avoir participé à la mise en œuvre du génocide dans son district. En aveux et repenté, il a choisi de témoigner au Tribunal Pénal international (TPI) d'Arusha afin « d'aider la justice à faire toute la lumière ».

Emmanuel invite ses condisciples à « parler, s'ouvrir, sortir tout ce que vous avez dans le ventre. C'est un des chemins nécessaires pour comprendre nos actes, expier nos fautes et nous réconcilier avec nous-mêmes et les autres », insiste le vieux « papa » d'une voix rassurante.

L'homme a du charisme, ses condisciples l'écoutent attentivement. Parmi eux, il y a une majorité de détenus de droit commun. Rescapés, descendants, mutilés, orphelins, veufs... A chacun son lien singulier avec ce génocide « de proximité » perpétré par le hutu power entre le 7 avril et le 17 juillet 1994, qui a débouché sur le massacre de près d'un million de Tutsi à travers tout le pays, engendré le viol d'au moins 250 000 femmes, privé 300 000 enfants de leurs parents, poussé à l'exil près de trois millions de réfugiés vers la RDC, le Burundi, l'Ouganda...

Une épuration ethnique mûrement planifiée et exécutée en moins de trois mois qui, trente ans plus tard, continue de hanter lourdement la société rwandaise et ses 12 millions d'habitants. Lesquels ont vécu, en parallèle, une série de massacres, d'exactions et de vengeances commises avant, pendant et après le génocide, entraînant la mort de dizaines de milliers de Hutu au Rwanda et dans les pays voisins. Avec, trente ans plus tard, un long et lent travail de guérison et de cohabitation qui se poursuit douloureusement à l'échelle nationale et locale. Aussi, dans les quatorze établissements pénitentiaires du pays où sont encore incarcérés 18 944 auteurs du



TUJYE DUSHIMBA IETA Y'UBUMWE YO YATUMYE TWONGERA KUBANA NA'ABAVANDI MWI.

EREKA TUBANYE MU MAHORO NTACYO TUTAGERA HO.

A la prison de Muhanga, où sont incarcérés près de 8 000 détenus, dont 10 % d'auteurs de génocide, le club Unité et réconciliation se réunit chaque semaine devant cette fresque où l'on peut lire : « Nous devons remercier le gouvernement d'union nationale, car c'est lui qui nous a permis de vivre à nouveau ensemble comme des frères. »



génocide (selon les chiffres transmis le 15 janvier à *Imagine* par le Rwanda Correctional Service), les détenus participent une fois par semaine à un module carcéral « anti-haine, anti-crime, anti-divisionniste axé sur la rééducation », comme le résume Riche Karughisha, directeur du Muhanga Correctional Service. « Il s'appuie sur le principe "never again", plus jamais ça. On y parle des conséquences du génocide, du vivre-ensemble, du respect mutuel... Y sont associés des animateurs, des représentants des églises, des experts extérieurs. »

A écouter les différents témoignages qui s'enchaînent, on observe une bonne volonté affichée. Entre méthode Coué, sincérité partagée et peur de l'autorité. « Personne ne cherche à savoir qui a fait quoi, qui est de quelle famille ou de quel clan », affirme un détenu. « On dort sur le même lit, mange dans la même assiette, il n'y a pas de ségrégation », se réjouit l'autre. « Nous qui n'avons pas connu la division Tutsi/Hutu, on est curieux d'écouter les plus vieux. Pourquoi et comment ils ont agi ainsi », enchaîne un troisième, âgé de 32 ans.

« Ils », c'est Jean De Dieu, Noël, Joseph, Pontien... Tous génocidaires condamnés à des peines d'emprisonnement (de 12 à 20 ans) ou à perpétuité. Nous les écoutons attentivement. Un à un. Longuement. Chacun racontant à sa manière son ressenti, ses éventuels aveux exprimés lors de son procès, ses inquiétudes quant à sa future libération... Entre tourment, apaisement ou résignation.

Les uns ont la tête basse, le verbe doux. Les autres le regard fuyant, voire le sourire narquois. C'est le cas de cet ex-gendarme, condamné pour viol, et de ce pasteur d'une église pentecôtiste qui a également écopé de la peine maximale comme planificateur. L'un édulcore et évite le mot regret. L'autre nous affirme, droit dans les yeux, qu'il a agi « avec la volonté de Dieu »...

« Nous devons nous ouvrir, sortir tout ce que nous avons dans le ventre. C'est un des chemins nécessaires pour comprendre nos actes et expier nos fautes »

Emmanuel, génocidaire condamné à perpétuité

Le making of Une sacrée leçon d'humanité



Trois semaines de reportage réalisé entre le 26 décembre 2023 et le 18 janvier 2024. Huit étapes et plus de 700 kilomètres dans les villes et collines (Kigali, Butare, Mushubati, Muhanga...). Près de septante sources croisées (survivants, ex-génocidaires, détenus, historiens, thérapeutes, travailleurs sociaux, artistes...) et différentes recherches menées en Belgique.

Au terme de ma plongée journalistique, je reviens nourri, bousculé, impressionné. Avec trois carnets de notes bien remplis, des heures d'enregistrements, conforté dans ce journalisme de la complexité, où rien n'est simple, évident, à vue d'œil. Qui force à dépasser les apparences. A se décentrer. A quitter une posture d'homme blanc, occidental, pétri de bonnes intentions. A cultiver l'humilité aussi. Tout en acceptant les limites d'une enquête forcément inachevée, où s'entrelient les émotions fortes, les contrastes troublants et les tristesses retenues dans ce « petit pays » tellement grand.

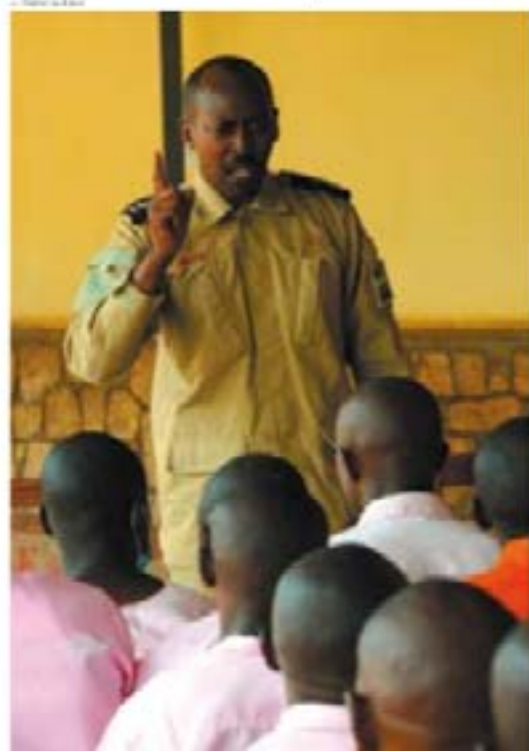
Ici, la douceur, l'extrême bienveillance, la pudeur et la civilité des Rwandaises et des Rwandais, les non-dits, les secrets et les bavardages. La peur, la culpabilité et la honte. Les horreurs passées, les crimes (in)avoués et les traumatismes enfouis. Là-bas, l'extrême beauté des collines, où bat le cœur du pays, sa terre rouge et ses luxuriantes cultures. Et, en miroir, Kigali-la-moderne, la surveillance d'Etat et l'indispensable laissez-passer imposé aux journalistes étrangers via la Rwanda Media Commission. Le temps suspendu, parfois, de la bureaucratie. Les critiques volées et jouées rentrées du régime en place. La peur d'écorner l'image du pays et, dans le même temps, l'accueil chaleureux de nos témoins, heureux de voir un *muzungu* (le Blanc), à fortiori venu de l'ex-État colonial, creuser cette idée de « réconciliation » plus que jamais brûlante.

A cela s'ajoutent les embûches classiques d'un reportage au Sud : un RV4 de location en rade, quelques pluies diluviennes rendant les pistes inconfortables, les subtilités du kinyarwanda, cette langue bantoue si chantante et si complexe, les dysenteries de circonstance... Avec, au final, une aventure interpersonnelle et journalistique d'une grande intensité, doublée d'une incroyable leçon d'humanité qui force le respect. — H.Do.

Un merci particulier à Adeline Umuronzi, Assumpta Mugiraneza, Philoméne Mulamunana et Gilbert Kubwimana pour leurs précieuses traductions au fil de ce travail.

L'insupportable déni sévit aussi entre les murs de Muhanga. Où ce nécessaire programme de réconciliation bute, par ailleurs, sur des conditions carcérales médiocres : 7 387 détenus pour une capacité théorique de... 4 200 places (soit un taux de surpopulation de 142 %), un manque cruel d'uniformes, des régimes alimentaires insuffisants et peu variés, des problèmes d'hygiène, une extrême promiscuité et une grande misère sociale... « Nous construisons une extension avec mille lits supplémentaires », plaide la direction. En mettant en avant un projet pénitentiaire « humain et performant ». Avec des détenus occupés de 6 à 16 h (travail dans les champs, couture, soudure...), un programme d'alphabétisation suivi par 650 apprenants, peu de violence et de trafics apparents, une gouvernance basée sur l'auto-surveillance, le contrôle social et seulement 150 membres du personnel... Une entreprise pénitentiaire à la fois édifiante et contrastée. A l'image de cette immense chorale vêtue d'orange et de rose, chantante et souriante. « Le temps venu, je vais rentrer / Le temps venu, je vais rentrer. »

Le directeur du centre pénitentiaire, Alexi Murenzi. Un mélange d'autorité, de rondeur et de paternalisme incarné.



« A la date anniversaire, nous serons tous réunis. C'est un moment fort. Il faudra gérer les crises, les pleurs, les pensées tristes qui refont surface... »

Jean Bosco, attaché au monastère de Gihindamuyaga

« Avec l'aide de Dieu »

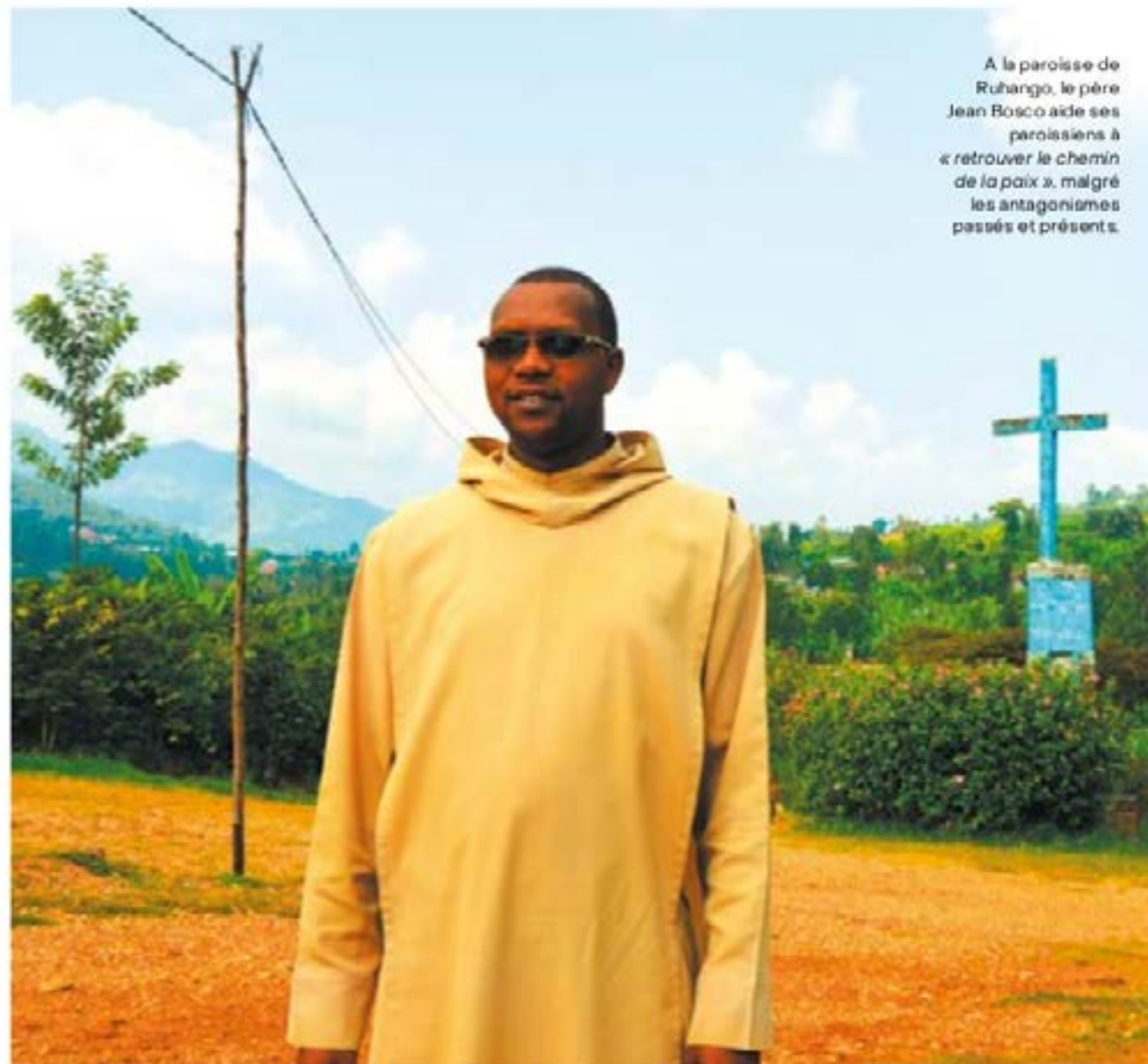
Il est 9h15 à la paroisse de Rugango, près de Butare. Un ciel azuré illumine les vitraux colorés de l'immense église construite en 1958 par les colonisateurs belges. Trois femmes prient en silence. Pendant ce temps, le père Jean Bosco, 42 ans, attaché au monastère de Gihindamuyaga tenu par des Bénédictins et autrefois adossé à l'abbaye de Maredsous, raccompagne une fidèle à la grille. En contrebas, on aperçoit le petit mémorial érigé en souvenir des 270 familles massacrées dans l'école voisine le 21 avril 1994. « A la date anniversaire, nous serons tous réunis. C'est un moment fort. Il faudra gérer les crises, les pleurs, les pensées tristes qui refont surface... On va beaucoup prier, tous ensemble, dans la continuité du travail réparateur que nous réalisons au quotidien », nous confie cet homme d'Église, survivant du génocide, économiste de formation et ex-employé de banque entré dans les ordres « en conscience » à

l'âge de vingt-cinq ans (« j'avais perdu le sens et le goût de la vie, Dieu m'a sauvé »). L'abbé Hubart a initié en 2017 ce programme évangélique et social pour accueillir et réintégrer les détenus à leur sortie de prison.

Dans le district de Huye, seules huit paroisses sur vingt-six suivent ce programme « basé sur les enseignements de la Bible : le péché originel, les bienfaits du pardon, le repentir, la justice et la paix... », nous explique le père Jean Bosco. « Ce n'est pas facile et nous sommes critiqués de toutes parts. D'un côté, il faut faire accepter l'idée aux survivants que ceux qui ont tué et pillé ont purgé leur peine et sont de retour au village. De l'autre, il faut s'assurer que les bourreaux sont prêts à faire amende honorable. »

L'église catholique, héritage du colonialisme belge qui a christianisé tout un peuple, déconstruit ses traditions et son dieu unique (Imana) et participé (in)directement au génocide est aujourd'hui confrontée à des défis d'envergure (désertion de fidèles, concurrence d'une centaine d'églises du réveil...).

A Rugango, les ex-détenus sont guidés pendant trois mois. « On repart notamment du livre biblique de la Genèse, le meurtre d'Abel par Caïn, Dieu qui le condamne à une vie d'errance. On travaille avec la personne en l'aider à comprendre ce qu'elle a fait, le mal commis. Après trois mois, on lui demande si elle est prête à rencontrer les victimes, à leur demander pardon. Dans un tiers des cas, elles ne le sont pas et veulent du temps supplémentaire. » Rencontre avec les rescapés, travail manuel et communautaire, cérémonie du repentir... La réintégration des ex-génocidaires se construit « avec l'aide de Dieu », dans l'une des quinze maisons gérées par la paroisse. « La cérémonie est un moment très important. L'auteur se présente



A la paroisse de Ruhango, le père Jean Bosco aide ses paroissiens à « retrouver le chemin de la paix », malgré les antagonismes passés et présents.

à l'assemblée, parle à voix haute, confesse ses crimes et demande pardon à ses victimes. Si sa démarche est sincère, cela peut être une grande source de soulagement pour elles. Après cela, tout est évidemment à (re)construire », admet humblement le Père Jean Bosco. Pour tenter d'aplanir, jour après jour, les sentiments de méfiance et de rancœur et « rentrer enfin dans la paix ».

« Des monts de violence, des valons de misère »

« Quand ils sont revenus dans le secteur, je les voyais comme des animaux, se souvient Venuste, dont une partie de la famille a été massacrée par les milices Interahamwe. Je voulais me venger, et si cela avait été possible, je l'aurais fait ! Désormais, je me sens mieux, prêt à vivre avec eux », confesse, encore ému, cet agriculteur de 44 ans et père de cinq enfants.

« Quand je suis rentré au village, explique Vincent, condamné à huit ans de prison et deux ans de travaux d'intérêt général, je me cachais, je baissais la tête chaque fois que je croisais un voisin, je voulais fuir. Au fur et à mesure, l'humanité m'est revenue. J'ai compris ce que j'avais réellement fait et arrêté de nier. »

Assis en « U » dans le petit local installé en haut de la colline de Bunge, dans le secteur de Rusenge, une partie des membres du Noyau générateur d'unité et de réconciliation (NGUR) encadré par l'Association Modeste et Innocent (AMI), se serre sur les petits bancs en bois. Cinq survivants, cinq ex-détenus. Chacun se levant à tour de rôle et prenant librement la parole.

L'écoute est vive, les visages complaisants. Et Agnès balaie fixement la petite assemblée, digne et droite dans son pagne vert : « Nous étions vingt-et-un dans ma famille, aujourd'hui nous ne sommes plus que quatre. Quand ils étaient »

en prison, je vivais dans l'obscurité, je ne voulais plus jamais les voir. J'avais peur, je craignais leur sortie. Grâce au groupe, j'y suis arrivée. »

Quand Charles, condamné à dix-neuf ans de prison et libéré en 2018, se met à parler, une même solidarité silencieuse gagne les rangs. « En 1994, l'Etat nous avait persuadés que l'ennemi était le Tutsi. J'ai tué, blessé, exterminé. Il fallait faire vite, sinon c'est nous qui allions mourir, nous disaient-ils. C'est un lourd fardeau à porter... Je dois retrouver ma place et ce n'est pas facile... », concède l'homme, la tête basse, le chapeau à la main.

A travers la petite lucarne, on aperçoit la terre rouge d'altitude, les bananeraies verdoyantes et les hauts-plateaux de Nyaruguru où l'activité agro-pastorale s'étend à perte de vue. Un lieu symbolique pour ce groupe « amataba » créé en 2007, l'un des plus anciens formés par l'AMI. « L'amataba, c'est une métaphore pour désigner des espaces plats sur lesquels se rencontrent les gens qui descendent des monts de violence et ceux qui remontent des valons de haine et de misère, résume Jean-Baptiste Bizamana, coordinateur de cette association pionnière spécialisée depuis vingt-cinq ans dans la résolution de conflits et la réconciliation post-génocide. C'est aussi un des concepts clés de notre travail avec la philosophie humaniste ubuntu (« Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous ») et différentes techniques développées au fil du temps, comme l'analyse transactionnelle, la Bonne Puissance, l'Impaqarike (« l'homme à l'endroit »), etc. Ainsi, nous aidons différents groupes sociaux confrontés à un passé commun tragique, dévastateur et diviseur, à se rapprocher progressivement et à recréer un vivre ensemble plus harmonieux. »

Pour y parvenir, l'AMI s'appuie sur une méthodologie éprouvée en plusieurs étapes : l'analyse de l'antagonisme, la consultation des parties prenantes, la création d'un groupe de quarante volontaires, de l'expression écrite sans débat, des « causeries », un face-à-face progressif entre victimes et auteurs de crimes... « Nous travaillons tout au long du processus sur la gestion des émotions, l'écoute empathique, la communication non-violente, le « mpingagasani », des exercices de relaxation et de respiration pour gérer les surcharges affectives », précise Gilbert, l'un des animateurs.

« Notre objectif est de remettre les gens debout, ensemble et au travail, abonde son collègue Aniset. Leur permettre de redresser la tête, guérir leurs relations malades, mais aussi de développer à l'échelle d'un territoire une nouvelle activité sociale et économique. »

Culture d'une plantation collective, séances de thérapies sociales, cuisses d'entraide et de solidarité... Chaque groupe Amataba est autonome et libre de développer ses propres projets, mais l'AMI supervise et encadre. Avec une approche à « 360° » qui vise aussi la préparation des détenus à leur sortie, la lutte contre la précarité et les violences conjugales, la justice sociale, le respect des droits humains... Aujourd'hui, l'association et ses vingt permanents ont constitué 150 groupes de rapprochement à travers tout le pays, formé 2 000 volontaires, tissé des liens étroits avec les autorités locales, la



« L'amataba, c'est une métaphore pour désigner des espaces plats sur lesquels se rencontrent les gens qui descendent des monts de violence et ceux qui remontent des valons de haine et de misère »

Jean-Baptiste Bizamana, coordinateur, association Modeste et Innocent

société civile, les prisons... Et un projet de plus grande ampleur est en chantier à l'échelle de l'Afrique des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, RDCongo).

« Sur ce terrain complexe de la réconciliation, c'est parfois compliqué d'évaluer nos réussites, admet humblement Jean-Baptiste Ruzigamanzi. Les bailleurs de fonds aiment les chiffres et les résultats quantitatifs, mais si l'on vise une cohabitation en profondeur, dans une perspective à la fois inclusive et communautaire, ça prend du temps et rien n'est jamais acquis. »

De son côté, Imagine a pu mesurer les effets vertueux et concrets de cette approche inédite dans différents secteurs : des solidarités inter-familiales retrouvées, des travaux agricoles partagés, la formation de « dyades » (les couples victime / auteur durablement réconciliés)...

A gauche, Cariste, auteur de génocide, et Augustin, survivant, deux ex-voisins désormais impliqués dans le même groupe. A droite, une séance de thérapie sociale organisée par l'association l'AMI sur les collines de Gihishabwenge.



Ici, ce sont d'anciens tueurs associés à la reconstruction de maisons qu'ils avaient détruites pendant le génocide. Là, un dédommagement financier enfin assumé. Plus loin, un mariage « hututsi » inattendu, l'adoption d'orphelins ou des relations apaisées entre ex-voisins déchirés par la mort.

Evidemment, trente ans après le génocide, les écueils et les obstacles restent nombreux. Ainsi, l'AMI a été récemment sollicitée pour développer un projet à l'est du pays, près de la Tanzanie, mais dans les collines, ça bloque. « Les rancœurs, la colère et le désir de vengeance sont encore trop ancrés là-bas. Nous devons écouter, comprendre et adapter nos stratégies aux différentes réalités de terrain », admet volontiers Laurien Ntezimana, philosophe, théologien et co-fondateur de l'AMI, prix Pax Christi international (1998) et prix Theodor Haeccker (2003) « qui récompense le « courage civique et la sincérité politique », pour l'ensemble du travail mené avec ses amis tutsis Innocent Samusoni, sociologue, exterminé le 30 avril 1994, et l'abbé Modeste Mungwarareba, décédé en 1999.

La concorde sous le manguier

« Comment te sens-tu ? », demande d'une voix claire Aniset, l'animateur de l'AMI. « Qu'est-ce qui t'empêche de vivre en paix avec les autres ? » Ce matin, le groupe a tranché : la séance de thérapie sociale se fera sous le manguier. Entre vieux démons et tracas du quotidien. Car, après trois ans d'existence, les six « clés de vie » de la « Bonne Puissance » – l'énergie, l'harmonie, la synergie, la maturité, la créativité et la fécondité – ne sont pas encore totalement acquises sur les dévers de Gihishabwenge, non loin de la frontière burundaise.

Immaculée raconte avec une tristesse qui semble infinie sa maison brûlée en 1994 « et les incendiaires impunis, toujours en fuite au Congo ». Le dos tourné à un ex-bourreau, le visage fermé, Agnès chuchote sans conviction apparente :

« Tout est réglé, on vit ensemble et nous avons nos causes... » Raphaël déplore les défections des plus vieux « qui préfèrent quitter le groupe et cultiver seuls leur parcelle ». Gaston s'inquiète des informations « encore cachées » et de « la vérité incomplète » livrée aux procès gacaca, les juridictions participatives (lire p.64).

Soudain, les langues se délient et le manguier se transforme en arbre à palabres. Un GSM sonne, c'est celui de Tharisse, le président, qui décroche gêné. Les criminels impunis et en fuite, le nombre exact de maisons incendiées dans le secteur à l'époque, la mauvaise récolte de haricots liée aux pluies abondantes... Les sujets se télescopent et Aniset, l'animateur, qui a bien identifié les malaises et les non-dits, laisse la parole circuler, mais invite chacun « à utiliser le « je », plutôt que le « nous ».

Au fil de la séance, le groupe se resserre. Le besoin de partager du positif se fait sentir. Joseph, survivant, assis à côté de son binôme, ex-détenu, déclare fièrement : « Il est la tête, je suis le tronc, on forme un seul corps ! ». Véronique, qui a perdu ses sept enfants dans les massacres, remercie ses voisins et le groupe entier avec qui elle « se sent apaisée désormais ». Vianney, rescapé et « longtemps traumatisé », parle de sa « gaieté retrouvée ». Jean fait rire l'assemblée quand il raconte entre deux toussotements : « je n'ai plus peur, je peux même partager une bière au cabaret avec eux ! ».

Les visages se détendent peu à peu sous les longues feuilles vertes du manguier protecteur. Et les témoignages s'étirent sous un soleil oblique. Un fascinant et fragile rapprochement toujours en cours de consolidation. « Mais il faut voir d'où l'on vient, conclut Gilbert, de l'AMI. Après le génocide, tout était détruit, anéanti, dans une région particulièrement pauvre. On sent encore de la peur, de la frustration, de la tristesse chez les victimes, mais comment pourrait-il en être autrement ? C'est loin d'être acquis, mais le groupe tient depuis trois ans et son chemin est loin d'être terminé ». –

De Kigali à Butare, du sommet de l'État à la profondeur des collines, le vivre-ensemble se construit à marche forcée, de manière pacifiée et parfois feutrée.

« Dépasser le silence, la pudeur et les non-dits »

« **C**e mot "réconciliation", je ne peux plus l'entendre. Je le trouve si faible, si indécent ! On réconcilie un ménage brouillé, pas les rescapés d'une vaste entreprise mortifère et planifiée. Ce qui s'est passé en 1994 n'est pas une dispute, arrêtons les rabâchages de façade ! »

Atablée devant une bière Virunga bien fraîche, Marie-Louise bouillonne de colère, mais préfère garder l'anonymat. Le bruit du trafic des motos-taxis dans Kigali dissimule ses emportements. Et l'enseignante préfère ne pas rompre avec sa culture rwandaise du « silence, de la pudeur et de la discrétion ». En off, pourtant, elle a tant à dire sur « les dérives dictatoriales » du régime en place : emprisonnements de journalistes, exécution d'opposants politiques, domination du parti majoritaire (le Front Patriotique Rwandais, FPR), arrestations arbitraires de militants, exactions, soutien aux milices en faction en RDC...

Néanmoins, la jeune femme ne veut pas s'arrêter à ces « sombres constats », et met volontairement en avant « l'impensable cicatrisation » entamée depuis ces « cent jours de 1994 » où son pays « a plongé dans les ténèbres ». Par ailleurs, Marie-Louise concède volontiers au président Paul Kagame – qui règne en maître depuis 2000 et se porte candidat à un quatrième mandat en juillet – et aux gouvernements successifs de nombreuses avancées

Sur les collines Gishabwenge (sud), un instant de protection sous la pluie, avant un moment festif et civique organisé par les autorités locales.



sur le plan social, économique, écologique et culturel. Elle loue aussi les bienfaits du processus post-génocide « construit et imposé d'en haut », mais s'oppose à « l'idéologie forcée de la réconciliation » et insiste sur les « plaies encore béantes ».

A l'autre bout de la capitale, à quelques rues de l'Hôtel des Mille Collines, ex-propriété de la Sabena où 1 268 réfugiés ont été sauvés des massacres, Naphtal Ahishakiye, secrétaire exécutif de l'association Ibuka (« Souviens-toi »), confirme « les nombreux efforts réalisés et la bonne gouvernance », mais plaide aussi pour une vigilance accrue : « Nous devons garder l'œil ouvert, il y a encore des semailles de haine et de divisions. »

Au Camp Kigali Memorial, devant un mur criblé d'impacts de balles et dix stèles rendant hommage aux paras belges assassinés le 7 avril 1994, Gilles, guide officiel et éclairé, abonde également dans ce sens : « Dieu nous a aidés à vivre ensemble pendant trente ans. C'est long et court à la fois. Plus personne ne souhaite revivre ça, mais la cruauté, ça ne se voit pas forcément à l'œil nu. »

« Rebâtir une nation »

Le Rwanda, laboratoire d'une fragile et ambivalente cohabitation ? « L'expérience rwandaise est effectivement inédite à plusieurs égards, résume Hélène Dumas, historienne, chargée de recherches au CNRS. Si l'on considère

différents génocides comme ceux des Juifs d'Europe ou des Arméniens de l'Empire Ottoman, les survivants ont, pour la plupart, quitté les espaces de l'extermination. Au Rwanda, c'est l'inverse, avec un choix politique fort posé dès 1994. Il s'agissait de rebâtir en son sein une nation qui réunisse à la fois les tueurs et les victimes et d'associer les Rwandais autour des ferments culturels et sociaux qu'ils ont en commun. Un pari singulier dans l'histoire post-conflits pour sortir de la division raciale »

Au Rwanda, 72 % de la population a moins de 30 ans. Dans Kigali-la-moderne, la jeunesse va de l'avant, embarquée dans un processus d'ouverture du pays, malgré l'héritage d'un sombre passé et les affres du régime autoritaire en place.



instaurée par le colonisateur et reconstruire un nouveau mythe national autour de ce qui unit et non de ce qui a divisé ».

Le premier temps fut celui de la justice dite « réparatrice », avec les juridictions gacaca créées en 2001 et officiellement fermées en 2012. Une impressionnante entreprise de lutte contre l'impunité. Avec l'ouverture de 12 000 tribunaux communautaires présidés par des juges non professionnels, près de 2 millions d'auteurs jugés et un taux de condamnation de 65 %, selon les chiffres du gouvernement. Avec ses victoires et ses revers.

Procès expéditifs, partialité des débats, victimes négligées, aveux et demandes de pardon expédiés... Face aux critiques, le président Kagame a admis le 18 juin 2012, lors de la clôture du processus, une série d'« imperfections », tout en déclarant que le Rwanda était, selon lui, confronté à « trois choix » après le génocide : « Le premier, le plus dangereux, était le chemin de la revanche. Le deuxième, celui d'une amnistie générale. Nous avons choisi la troisième voie, la plus difficile, celle consistant à traiter la question une fois pour toutes et à rétablir l'unité et l'intégrité de la nation. »

Pour Valérie Rosoux, professeure de sciences politiques à l'UCLouvain et spécialiste en négociation internationale, « les limites des juridictions gacaca découlent en grande partie de leurs ambitions : découvrir la vérité, retisser le tissu social, réconcilier. N'est-ce pas trop demander à un tribunal, fut-il enraciné dans une coutume conciliatrice ? », s'interroge la philosophe.

A Arusha, en Tanzanie, le Tribunal Pénal International pour le Rwanda, installé par le conseil de sécurité de l'ONU, a également fait œuvre de justice en poursuivant nonante-trois génocidaires présumés (une procédure qui a débouché sur soixante-trois condamnations). Lent, coûteux (près de 2 milliards d'euros dépensés en dix ans), peu au fait des réalités rwandaises, le TPIR va, lui aussi, essayer différentes critiques.

Quoi qu'il en soit, à côté du temps judiciaire, l'Etat rwandais a entrepris depuis une vingtaine d'années un vaste programme d'unification « par le haut » via divers canaux (commissions nationales, sites mémoriaux, commémorations officielles...). L'objectif affiché ? Renouer avec l'idée « d'unité

rwandaise » détruite avant, pendant et après le génocide.

« *Ubumwe*, l'unité, est au cœur de notre histoire, rappelle Assumpta Mugiraneza, enseignante en psychologie sociale et en sciences politiques. Dans ce petit royaume, on a toujours cherché à inclure et unifier. Avec un roi pour tous, un dieu unique (*Imana*), une seule langue extrêmement sophistiquée (le *kinyarwanda*), des rites et des codes communs. La rupture progressive de cette unité va s'opérer au contact de l'homme blanc, au début du 20^e siècle, avec l'arrivée des colonisateurs allemands puis, en 1916, de la colonie belge, de ses théories raciales et de cette division en trois "ethnies" (Hutu, Tutsi, Twa). Les colonisateurs découvrent une société complexe, un "royaume nègre" qu'ils ne comprennent pas. Alors, ils

« Les colonisateurs ont brisé l'«*ubumwe*», l'unité, un principe essentiel au cœur de l'histoire rwandaise »

Assumpta Mugiraneza, enseignante en psychologie sociale

simplifient, déstructurent, divisent et sèment les graines de la discorde », développe la directrice du centre Iriba. Pour réconcilier les agresseurs et les victimes – *kwiyunga* (réduire la fracture) ou *kwigorora* (se remettre droit) –, les autorités vont prendre des mesures tantôt draconniennes, tantôt symboliques. Et assurer ainsi un important vivre-ensemble.

Ici, c'est le retrait de la mention ethnique sur les cartes d'identité. Là, des gouvernements « mixtes » et un hommage aux Justes, ces héros de la nation, figures morales et positives de la réconciliation. Plus loin, les programmes nationaux *Ndi Umunyarwanda* (« Je suis Rwandais ») et *Itorero* (éducation civique) et la diffusion à large échelle des « valeurs rwandaises » via des danses guerrières, des chants patriotiques, un soutien marqué à l'équipe nationale de football, les *Amarubi* (Les guêpes)...

Sur le plan législatif, la Constitution sera modifiée (article 10) et une loi spéciale « relative au crime d'idéologie du génocide » promulguée, visant sept infractions connexes (négation, minimisation, justification, violence contre un survivant...). Enfin, le Rwanda va se doter d'un baromètre national évaluant « l'état de la réconciliation », affichant des taux de confiance particulièrement élevés (92,5 % en 2015 et 94,7 % en 2020) – un outil original, mais contesté, construit sur base d'un sondage réalisé auprès de 12 600 ménages sélectionnés dans 416 secteurs.

« Des antagonismes invisibles »

Durant les trois semaines d'une enquête menée à travers tout le pays et au contact d'une septantaine de sources croisées (lire en p.73), Imagine a pu mesurer l'ampleur et

la richesse de ce laboratoire politique, social et mémoriel rwandais, mais entrevoir aussi les fractures et les non-dits. « Il y a toujours des antagonismes, surtout dans le chef des anciennes générations, même si ceux-ci n'apparaissent pas au grand jour. Ils sont invisibles, dans les pensées et les imaginaires. Comme le dit notre proverbe, "Les pleurs de l'homme coulent à l'intérieur du ventre" », résume Célestin Sebuhoro, clinicien thérapeute et ancien sénateur, rencontré sur les collines de Gihindamuyaga.

Du côté d'Ibuka et des associations de survivants, on reste vigilant et pointe du doigt les obstacles à la réconciliation encore nombreux. L'impunité dont bénéficient certains auteurs (« trente ans après, il y a encore des génocidaires libres et impunis », déplore Naphthal Ahishakiye, secrétaire exécutif). La libération mal préparée d'anciens détenus (« parfois, les survivants les croisent en rue et ils n'étaient pas au courant »). La disparition d'archives et une transmission parcellaire de l'histoire (« il faut tout faire pour éviter que les traces (écrits, photos, objets...) disparaissent »). La recherche complexe des cadavres enfouis »



A Mushubati, au sud-ouest du pays, Emilienne Mukansoro, organise des thérapies collectives avec des femmes victimes de violences sexuelles pendant le génocide. Un travail en profondeur pour soigner « les plaies béantes ».

(1 400 dépouilles ont été encore exhumées en 2023 et un tiers seulement ont pu être identifiées). Sans oublier la prise en charge des traumatismes encore béants : « S'ils ne sont pas soignés en profondeur, ils continuent à générer de la rancœur et du rejet. Le Hutu reste l'agresseur, ce qui ne permet pas les rapprochements ».

Selon une étude de 2018 du ministère rwandais de la Santé, 35 % des survivants connaissent des épisodes dépressifs majeurs et 28 % sont toujours en état de stress post-traumatique. Un chiffre huit fois plus élevé que dans le reste de la population. Avec des traumatismes « trans-générationnels » ou « indirects » transmis au fil du temps et encore mal connus.

Sur les hauteurs de Mushubati, à l'ouest du pays, dans sa paisible maison-refuge baptisée « Ejo Hacu » (qui signifie à la fois « hier » et « demain ») où elle réalise un impressionnant travail d'accompagnement des femmes victimes de viol, Emilienne Mukansoro, thérapeute, confirme : « Les survivants ont appris à se taire. Beaucoup vivent avec la culpabilité d'être en vie, de n'avoir pu sauver les leurs, de cacher l'indicible à leurs enfants, etc. D'autres craignent les représailles, la colère des familles des bourreaux qui leur reprochent d'avoir envoyé un père ou une mère en prison. Si l'on ne parvient pas à soigner ces blessures en profondeur, le raccommodement sera superficiel ».

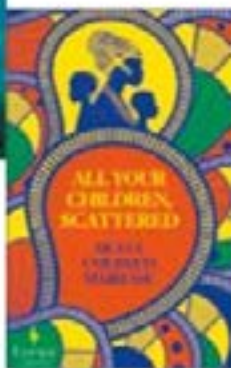
En 2023, environ deux cents dossiers ont été ouverts auprès du Rwanda Investigation Bureau pour des faits qui relèveraient de la loi punissant l'idéologie du génocide (agressions de rescapés, destructions de plantations et de biens, distribution de tracts haineux, profanation de tombes...).

« Ne pas être prisonniers de l'histoire »

Pendant ce temps, au Kivu, à l'est du Congo voisin, une guerre sanglante et interminable fait rage et inquiète les Rwandais face à la résurgence de haine anti-Tutsi ou anti-Hutu selon les cas. « On a pu documenter de nombreux cas de viols, de déplacements forcés de familles, d'incendies de maisons, de destruction de bétail, nous rapporte Aline Umutohi, journaliste, manager de la Kivu Press Agency qui a mené plusieurs investigations pour dénoncer le « génocide en cours » et les horreurs commises par les milices en place. Des jeunes sont enrôlés dans des camps. On leur enseigne la violence et les armes. Et la communauté internationale ne fait rien, c'est sidérant. » Pendant ce temps, dans ce « Petit

pays », comme l'appelle le chanteur Gaël Faye, si beau et attachant, la société rwandaise va de l'avant. Avec un atout majeur : sa jeunesse. Selon le dernier recensement, 72 % de la population a moins de 30 ans. Une génération qui n'a donc pas vécu directement le génocide, et loin d'être homogène. D'un côté, il y a une jeunesse urbaine, formée, connectée au monde et anglophile. De l'autre, celle des campagnes, précaire, vulnérable et vivant de petits boulots (travaux agricoles et manuels, livraisons...). « Nous ne pouvons pas traîner sans cesse le poids du passé, nous devons regarder vers le futur », commente Cédric, serveur à Kigali. « Entre nous, on ne s'arrête plus à ces vieilles histoires de Hutu/Tutsi, c'est un truc de vieux », estime Fabien, conducteur de moto-taxi. « C'est important de bien connaître notre histoire, mais pas d'en être prisonniers », recommande Théogène, guide-nature. « Nos parents se sont sacrifiés. Ils nous ont protégés en gardant le silence sur tant de choses. Il est temps d'apprendre à dire, déconstruire, transmettre à notre tour à nos enfants », plaide Claudia, comédienne.

Une génération post-génocide décomplexée, mais depositaire d'un lourd héritage, et qui puise sa part d'espoir dans la terre rouge des mille collines ou dans la révolution ultramoderne de ce Rwanda « où coule le lait et le miel » meurtri dans sa chair, mais éternellement debout. –



Pour aller plus loin

Un documentaire

Une des mille collines, du réalisateur belge Bernard Bellefroid

Des romans

Ceux, notamment, de Scholastique Mukazonga (*La Femme aux pieds nus*, *Inyenzu* ou *les Cafards*, *Notre-Dame du Nil*), Dominique Calle (*Ainsi pleurent nos hommes*) et Beata Umubyeyi Makresse (*Tous les enfants dispersés*, *Ejo*).

Des essais

Sans ciel ni terre, Hélène Dumas, La Découverte, 2020
 Enseigner l'histoire et la prévention des génocides, Assumpta Muganyizi et Joel Hubrecht, Hachette Education, 2009
 Les œuvres du journaliste Jean Hatzfeld (*Dans le nu de la vie*, *Là où tout se fait*, *Une saison de machettes*).